

# LA PRESSE EN REVUE...

**MERCREDI 18 NOVEMBRE 2015**

## SOMMAIRE

- 1) Quatre ans déjà
- 2) Il n'a pas eu lieu
- 3) Rien de nouveau à droite...
- 4) Dégringolade de l'union nationale
- 5) « On emmerde les... »
- 6) Elle et lui mal à l'aise...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Les guerres perdues de Hollande et Sarkozy



François Hollande au Mali le 2 février 2013 célébrant la "victoire" de l'opération Serval © Reuters

**La France est en guerre depuis plus de quatre ans, sans stratégie, avec peu de moyens et de piètres résultats. Le fait d'avoir affaire à des fanatiques prêts à se faire exploser dans Paris en tuant un maximum de personnes n'absout pas de ses propres inconséquences.**

Depuis 2012, une carte ressurgit à intervalles réguliers sur les réseaux sociaux : celle des pays que la Grande-Bretagne n'a jamais envahis. Il n'y en a que 22, sur un total de plus de 200 nations... Neuf pays sur dix ont donc, un jour ou l'autre, depuis deux millénaires, été envahis par les Britanniques...

Le premier fut d'ailleurs la Gaule, à la fin du II<sup>e</sup> siècle, début d'une longue inimitié ponctuée de nombreuses batailles. Depuis la dissolution de leur empire, les Anglais tendent plutôt à rester à l'intérieur de leurs frontières, préférant user du pouvoir de la City plutôt que celui des armes, sauf quand ils ont accompagné les Américains en Afghanistan en 2001, puis en Irak en 2003. Et ils ont subi un attentat, le 7 juillet 2005, dans le métro londonien, qui a fait 52 victimes.

Il serait bien évidemment absurde de tracer un lien direct entre interventions militaires à l'étranger et attentats terroristes. Mais, en compulsant la liste des attaques les plus meurtrières depuis une trentaine d'années, force est de constater qu'à quelques exceptions près, la plupart des attentats peuvent être liés à des ingérences étrangères et, dans l'immense majorité des cas, à des conflits dans le monde musulman, internes ou externes.

Que l'on approuve ou désapprouve les interventions militaires à l'étranger et, de manière générale, la politique étrangère de la France, toute action provoque une réaction. Comme en physique.

Surtout quand ces actions sont déconnectées de lignes stratégiques à long terme, de moyens financiers et se gorgent d'une rhétorique guerrière ne faisant place ni à la pédagogie ni à la contradiction. L'époque où la France pouvait envahir des potentats africains ou moyen-orientaux en risquant, au pire, une réprimande internationale (Suez en 1956), est révolue depuis fort longtemps. La mondialisation (de l'information, des transports, des idéologies) a rapproché la réaction violente de l'action violente.

Depuis 2011, Paris a lancé quatre opérations extérieures (Opex dans le langage militaro-politique) : Libye, Mali, Centrafrique et Irak, étendue plus tard à la Syrie. Dans le même temps, elle en bouclait une autre (Afghanistan) que l'on peut difficilement qualifier de succès, et transformait celle au Mali en opération régionale de grande ampleur (Barkhane). Chacune possède sa spécificité et ses justifications propres ; et l'on peut très bien estimer que certaines étaient nécessaires et pas d'autres. Mais le fait est que la France est en guerre depuis quatre ans, de manière continue.

Le problème est que ce sont des guerres qui ne disent pas leur nom et qui demeurent entourées d'une brume opaque. Où sont les communications quotidiennes des généraux sur le nombre de sorties de l'aviation, le bilan des frappes ? Où est le rappel régulier du nombre de soldats morts ? (Il est sur Wikipédia pour ceux que cela intéresse, mais il est impossible à trouver de manière récapitulative sur le site du ministère de la défense.) Où sont les réflexions stratégiques des think tanks militaires sur les sorties de conflit ? Et, peut-être plus important, où sont les débats parlementaires autres que purement formels, l'information régulière des élus, les commissions d'enquête sur les bombardements de civils en Libye ou les viols d'enfants en Centrafrique ?

Le monde entier, les Français en particulier, se sont gaussés de George W. Bush sur son porte-avion déclarant « Mission accomplie » au mois de mai 2003 à propos de l'intervention en Irak. Mais Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas fait la même chose à Benghazi en septembre 2011, et François Hollande au Mali le 2 février 2013, ce dernier allant jusqu'à en faire « la journée la plus importante de [sa] vie politique » ? Notons que, depuis, la Libye s'est enfoncée dans les conflits sectaires et politiques après avoir exporté son arsenal dans toute l'Afrique. Et que le Mali est l'opération onusienne la plus meurtrière de l'histoire de l'organisation internationale.

Vraiment, il n'y a pas de « mission accomplie » en dépit du satisfecit des gouvernants français. Quant à la Centrafrique, c'est actuellement un borbier dont Paris aimerait se désengager, et la Syrie... mieux vaut ne pas en parler.

Ces quatre Opex ont été conçues comme des missions militaires à l'ancienne (on se projette, on tape, on se retire, *veni, vidi, vici*). Sauf que les exemples de la Somalie et de l'ex-Yougoslavie

dans les années 1990, de l'Irak et de l'Afghanistan dans les années 2000 ont montré que le monde ne fonctionnait plus ainsi. Tous les experts le disent depuis plus de vingt ans : les interventions armées dans des États fragiles, c'est-à-dire une bonne moitié de la planète aujourd'hui, ne font qu'aggraver leur situation, à moins d'être accompagnées d'un appareillage extrêmement solide et coûteux de « nation building » (reconstruction de l'État).

A-t-on vu des mini-plans Marshall pour la Libye, le Mali ou la Centrafrique ? Non. A-t-on vu un changement radical de gouvernance à Bamako ? Non, Hollande choisissant même de soutenir un vieux président soupçonné de corruption. A-t-on expliqué aux Français que, après être intervenu au nom de la sécurité nationale et internationale, il fallait aider au maximum les Libyens, les Maliens ou les Syriens non seulement financièrement, mais aussi peut-être humainement en accueillant des réfugiés et des gens qui ont beaucoup perdu durant ces guerres ? Non, c'est même une réaction quasi inverse à laquelle on assiste, au nom des politiques d'austérité et de la crise du chômage...

### **La rhétorique sans la stratégie ni les moyens de ses ambitions, c'est suicidaire**

Cette relative faiblesse des moyens débloqués et, au bout du compte, le faible investissement moral et politique des gouvernements français successifs, contraste singulièrement avec le discours et la rhétorique déployés pour emballer ces guerres. Les djihadistes sont des « terroristes criminels », il faut les « détruire », « Nous devons agir là-bas pour nous protéger ici », « Bachar al-Assad ne mérite pas d'être sur la Terre »...

Dans la foulée de l'attaque armée dans le Thalys fin août 2015 (et de la crise des réfugiés), l'Élysée a annoncé à grand fracas que les avions tricolores allaient désormais bombarder Daech en Syrie et non plus seulement en Irak. Le résultat ?

Deux missions en deux mois et demi. Le New York Times a d'ailleurs pointé début novembre le fait que les États-Unis étaient quasiment les seuls à mener des bombardements en Syrie et en Irak, en dépit d'une coalition théorique d'une dizaine de pays.

La rhétorique sans les bombes, c'est vain. La rhétorique sans la stratégie ni les moyens de ses ambitions, c'est suicidaire.

D'autant plus qu'il faut être bien malin pour s'y retrouver aujourd'hui dans les alliances géopolitiques de la France. La confusion ne facilite pas l'adhésion des Français et sème sans aucun doute le trouble chez les djihadistes en graine. Qui Paris combat-il en Syrie ? Bachar al-Assad ou Daech ? Les deux, répondent Hollande et Laurent Fabius. Mais alors pourquoi bombarder l'État islamique mais pas Damas ? Pourquoi la France appuie-t-elle des groupes armés syriens qui ont prêté allégeance à Al-Qaïda ? La situation en Syrie (et en Irak) est extrêmement complexe, évolue constamment et peut effectivement conduire à d'étranges alliances sur le terrain. Mais alors, pourquoi adopter un discours martial et univoque, qui rejoue, avec dix ans de retard, celui des néoconservateurs américains ? Pourquoi avoir soutenu sans aucune retenue la politique de l'ultradroite israélienne lors de la guerre de Gaza en 2014, alors que la France avait pu s'enorgueillir, pendant des années, d'une approche mesurée du conflit israélo-palestinien ?



Nicolas Sarkozy avec David Cameron et le président du conseil de transition libyen en septembre 2011 à Benghazi © Reuters

Pendant que nous y sommes, pourquoi Hollande célèbre-t-il la « révolution tunisienne » et la participation d'Ennahda au gouvernement à Tunis, alors qu'il fait ami-ami avec le maréchal égyptien al-Sissi qui écrase non seulement les révolutionnaires de 2011 mais aussi les Frères musulmans qui avaient remporté les élections par les urnes ? Pourquoi Bachar al-Assad ne mérite-t-il plus d'être né, alors qu'il était l'invité du président Nicolas Sarkozy à la fête nationale du 14 juillet 2008 ? Pourquoi Mouammar Kadhafi est-il passé en l'espace d'une dizaine d'années de paria de l'Élysée à celui de financier d'une campagne présidentielle française et d'invité de la nation, avant de se retrouver dans la ligne de mire des avions français en 2011 ?

La liste des interrogations est déjà longue, mais elle serait incomplète sans se demander pourquoi Paris vend des armes de guerre et ouvre grand les

bras aux investisseurs (mettant en gage son économie) des monarchies du golfe Persique, Arabie saoudite en tête, alors qu'elles demeurent les financiers historiques des organisations terroristes sunnites dans le monde et leur principal inspirateur idéologique (les convictions religieuses de Daech ne diffèrent guère de celles de Riyad) ?

Il existe bien entendu des réponses, plus ou moins faciles, plus ou moins complexes, à toutes ces questions. Mais au bout du compte, elles finissent par se contredire toutes en l'absence des quelques principes (géo)politiques fondamentaux, ou alors d'un réalisme forcené, qui sont les deux seuls axes véritables de toute diplomatie et politique interventionniste. Un proverbe oriental souligne qu'au Proche-Orient personne ne croira vos explications si vous ne les appuyez pas sur une théorie du complot. Il est probable que la France soit aujourd'hui la victime de ses propres conspirations : personne ne la croit, car rien n'est cohérent.

Le fait d'avoir affaire à des fanatiques prêts à se faire exploser dans Paris en tuant un maximum de personnes au nom d'Allah ou d'une idéologie politique ou des deux n'absout pas de ses propres responsabilités, ou plutôt de ses inconséquences. Quatre années de guerres qui ne disent pas leurs noms ; la soumission des élus à l'opacité militaire ; une politique de com' qui a remplacé la réflexion stratégique ; la primauté du court terme sur le long terme ; un discours martial qui n'est pas à la hauteur de ses réalisations ; des alliances hypocrites avec des régimes qui écrasent leurs peuples... On a le sentiment que la France de Hollande et Sarkozy ressemble aux États-Unis des dernières décennies, mais sans les moyens de l'hyperpuissance américaine.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Lundi 16 novembre dans les écoles: le clivage n'a pas eu lieu

Agathe Le Taillandier



REUTERS/Phil Noble

### **Au Blanc-Mesnil, une professeure raconte sa matinée à parler des attentats avec ses élèves de collège.**

Ce lundi matin, sur le chemin du collège Nelson Mandela, où j'enseigne le français, au Blanc-Mesnil, j'étais inquiète. Non pas des réactions de mes élèves après les événements de vendredi soir, mais plutôt de ma propre impuissance. Pleurer devant sa classe rend vulnérable. Dire «je ne sais pas», «je ne comprends pas» fragilise toujours un peu l'enseignant. Les nuits ont été courtes depuis vendredi et l'énergie, si nécessaire face à une classe, me manque. Mais je ne me sens pas seule, comme au lendemain des attentats du 7 janvier. Pendant tout le week-end, des mails ont été échangés entre professeurs. La direction de l'établissement a décidé de banaliser très intelligemment la matinée pour que chacun puisse, avec sa classe, laisser le temps à la parole. En clôture, nos élèves seront rassemblés dans le hall pour allumer des bougies (s'ils le souhaitent), accrocher leurs poèmes ou dessins réalisés et respecter la minute de silence. Un cadre précis et défini, une réponse collective, une temporalité extraordinaire: depuis le 7 janvier, nous avons appris.

8h. Me voilà face à ma classe de 4ème. Ils veulent connaître à tout prix mon récit des événements. Comme pour incarner cette réalité qu'ils n'ont vue qu'à travers le prisme de la télévision, depuis leur quartier. Je décide, sans l'avoir prévu, de leur décrire les lieux, Le Carillon, Le petit Cambodge, Le Bataclan, la rue de Charonne, de leur confier ma familiarité avec chacun des endroits visés. Ils sont extrêmement concentrés et touchés. Ils voient mes yeux hagards et entendent ma voix éraillée. Les figures lointaines et parfois critiquées

des journalistes de Charlie Hebdo ont pris aujourd'hui le visage de leur professeure de français. Après l'écoute, les questions fusent, très vite, dans tous les sens. Avec l'énergie et la précipitation qu'ils ont toujours quand un des mes cours «prend». Une envie de provoquer et de s'amuser un peu pousse un élève à me demander, en montrant du doigt un camarade: «Madame, est ce que je peux dire maintenant "Attention, là, il y a un arabe, c'est un terroriste"»? Je rebondis: «C'est quoi un arabe?» L'un d'eux tente une réponse vague: «Quelqu'un qui habite en Arabie.» «Bah non y a des arabes chinois tu sais», lui répond-on, avec assurance. «Madame, un arabe, c'est un musulman.» Les approximations se multiplient. Toujours étonnantes pour des élèves qui se revendiquent «rebeus» pour plus de la moitié de cette classe. Ici je joue mon rôle de pédagogue et cherche à définir les termes avec eux. Ils sont calmes et s'écoutent attentivement.

### **Loin du 7 janvier**

La discussion durera deux heures. Parmi la vingtaine d'élèves présente, je suis frappée par leur envie de comprendre. Il leur manque un nombre incalculable d'informations importantes. Certains n'ont pas entendu une seule fois le nom de Daech ce week-end alors qu'ils peuvent me citer des détails anecdotiques et totalement dénués d'intérêt. Parfois leur voyeurisme d'adolescents me gêne. Je leur dis. Ils se rappellent alors que nous ne sommes pas dans un film à effets spéciaux et s'excusent.

Je les invite à répondre eux-mêmes à leurs propres questions quand ils le peuvent: «Madame, est-ce qu'ils sont musulmans les terroristes de vendredi?» À l'unanimité, les élèves s'exclament «il ne faut pas tuer, c'est écrit dans le Coran», «et puis, dans les victimes, il y a des musulmans», «ces gens-là n'ont plus de cœur, ils sont comme morts». Le clivage du 7 janvier que j'écoutais et comprenais n'est pas à l'ordre du jour en ce lundi 16 novembre.

L'inquiétude traverse aussi leurs interrogations. Ils sont pour la majorité de confession musulmane et craignent terriblement d'être stigmatisés. «Mais Madame, les "vrais Français", ils vont vouloir nous mettre dehors?» Il faut alors rassurer sans minimiser. Et oui, c'est dur, deux jours après le choc, de prendre de la distance et de reconforter, quand soi-même on est inconsolable.

Lorsque nous rejoignons les autres classes, nous

sommes près de 500 dans le hall; bien sûr, il y a de l'agitation, des éclats de rires, quelques bousculades. Mais à midi pile, le silence règne. Pas un bruit. Sur le mur, une immense banderole: «Tous unis contre la terreur». Sur le mur, un texte écrit par sept de mes élèves, malgré la difficulté qu'ils ont ressentie ce matin à nommer l'inexprimable:

### **À TOUS**

À toi, homme qui a tué,

Comment en es-tu arrivé là?

Quelle était ta pensée?

Quel était ton but?

Quelle était ta foi?

Quel était ton avenir?

Ton Dieu ne t'a jamais dit de tuer en son nom.

À toi qui as perdu un être cher

Moi Grace

Moi Laura

Moi Lenny Kais

Moi Moussa

Moi Brahim

Moi Lina

Moi Kadidja

Je partage ta peine inexprimable et infinie

Tôt ou tard justice sera faite.

À toi qui as perdu la vie en t'amusant

En rigolant

En partageant

En dansant

En souriant

En criant

Sans penser à demain

Toi, métisse, blanc, noir, musulman, juif, chrétien, athée

Repose en paix.

À toi, à nous, à vous encore vivants

Jamais on s'arrêtera

Jamais on baissera les bras

On préfère mourir debout que vivre à genoux.

Ce matin, j'ai délaissé les nouvelles fantastiques de Maupassant pour laisser place à l'actualité.

Ce matin, j'ai lu aux élèves du collège Nelson Mandela le poème «Et nous, nous aimons la vie autant que possible», de Mahmoud Darwich. Pour penser autrement le réel, aussi.

Et surtout, ce matin, mes élèves ont pris soin de moi autant que j'ai pris soin d'eux.

Agathe Le Taillandier



### III) Les chefs de LR pilonnent Hollande, Juppé salue un «très bon discours

Par Alain Auffray



Alain Juppé était sur RMC, mardi 17 novembre 2015. Photo DR

**Au lendemain du discours du chef de l'Etat devant le Congrès, le maire de Bordeaux approuve les annonces et met en garde son camp contre la surenchère.**

Au lendemain de l'intervention de François Hollande devant le Congrès, Alain Juppé se distingue plus que jamais des autres leaders de la droite. Ce mardi matin, tandis que Laurent Wauquiez, Bruno Le Maire et Brice Hortefeux, déchaînés sur les ondes, pilonnaient la chef de l'Etat, le maire de Bordeaux saluait sur RMC «un très bon discours» contenant «des annonces intéressantes».

Invité sur Radio Classique en qualité de très proche de Nicolas Sarkozy, Hortefeux a estimé, tout en se défendant de vouloir «polémiquer», que les attaques du 13 novembre marquaient un «échec du gouvernement» qui paierait, selon lui «la politique de désarmement pénal de Christiane Taubira». Bruno Le Maire, lui, s'indignait au même moment, sur Europe 1, que Hollande ait «perdu trois ans» avant de prendre les décisions qui s'imposaient sur le front syrien. Ce même Hollande qui n'aurait «pas eu le courage de couper dans la dépense publique» pour dégager les moyens nécessaires au recrutement de policiers. Sur France Inter, le trépidant Laurent Wauquiez n'a pas voulu être en reste : non, il n'a pas aimé ce discours qui n'a pas désigné l'ennemi par son nom (l'«islamisme radical») et est passé à côté du cœur de la question : rendre possible la «mise en rétention» des quelque 5 000 personnes fichées S pour cause de radicalisation. Un projet que l'énarque Wauquiez se fait fort de faire passer par une réforme constitutionnelle... «On ne peut pas toujours être dans la surenchère»

De son côté, Alain Juppé a taillé en pièces quasiment tous les arguments de ses amis politiques, faisant observer qu'«on ne peut pas toujours être dans la surenchère». Il soutient la création de 8 500 postes de fonctionnaires de police, reconnaissant au passage que l'on a «sans doute eu tort d'en supprimer». «Tout n'était pas parfait avant 2012, tout n'était pas catastrophique après 2012» a-t-il même ajouté. Une formule sacrilège qui n'a pas dû passer inaperçue dans les rangs sarkozystes.

Sur la question syrienne, Juppé approuve le revirement du chef de l'Etat : Daech est l'ennemi prioritaire. Mais contrairement à Le Maire, l'ex-Premier ministre ne prétend pas que les trois dernières années aient été «perdues» pour cause d'entêtement du seul François Hollande. Il rappelle qu'«éliminer Bachar», a été «l'objectif» commun à partir de 2011. Si cette stratégie a effectivement échoué, les Etats-Unis en portent une lourde responsabilité. Juppé prend donc sa part dans ce «fiasco syrien». Il prend acte que la

que la stratégie russe – «conforter Bachar al-Assad» – sort victorieuse et dit que Hollande a «raison d'essayer de constituer une coalition unique».

S'il assume totalement son attachement à «l'unité nationale», expression contestée par Sarkozy, Juppé précise tout de même qu'il n'est pas question pour lui d'ouvrir la voie d'un gouvernement d'union nationale. Il réaffirme son désaccord avec la majorité de gauche sur toutes les questions de politique économique et sociale. Et qu'il a plus que jamais l'intention d'être le candidat de la droite en 2017.

Alain Auffray



## IV) Un « triste spectacle » à l'Assemblée, quatre jours après les attentats

Le Monde.fr | Par Hélène Bekmezian

Cela faisait des semaines que l'opposition n'avait pas été aussi remontée. Peut-être même depuis la rentrée parlementaire, les députés Les Républicains n'avaient pas autant hué le gouvernement que lors de la séance de questions du mardi 17 novembre. La première depuis les attentats meurtriers de Paris et Saint-Denis, alors que les trois jours de deuil national ne sont toujours pas terminés.

Des huées à n'en plus finir, des commentaires vociférés à pratiquement chaque prise de parole de Manuel Valls, des prises de parole polémiques... Que le premier ministre assure que le gouvernement va agir vite, et une voix de droite lui lance : « C'est un peu tard ! » Qu'il admette ensuite avoir « un regret » et l'opposition lui hurle : « Un seul ? ! un seul ? ! », couvrant ainsi la fin de sa réponse. Quant à Christiane Taubira, elle n'a même pas eu le temps de commencer à répondre au député socialiste Patrick Bloche (Paris) qu'un « Bouuuuh » puéril s'est élevé des bancs de droite.

« Et dire que ce matin, nous avons soutenu la demande de modification de l'ordre du jour des Républicains [pour reporter l'examen de la loi santé] pour maintenir une bonne tenue parlementaire », soupire l'écologiste Cécile Duflot sur Twitter. Le secrétaire national adjoint de son parti, David Cormand, qui suit la séance de loin, publie également un message pour déplorer ce « triste spectacle offert par la représentation nationale ».

Mais certains à droite ne voient pas où est le problème, comme Daniel Fasquelle (LR, Pas-de-Calais), qui viendra ensuite expliquer à la presse que les huées sont un mode d'opposition tout à fait respectable pour contester la politique pénale de la garde des sceaux. Une position sûrement partagée par Patrick Balkany, hurlant, le visage écarlate, depuis son banc de l'hémicycle.

De son côté, le député LR du Nord Sébastien Huyghe se justifie sur son compte Twitter : « Les envolées lyriques de Manuel Valls dans le contexte que nous connaissons sont dérisoires et relèvent de la manipulation. » Il est vrai que le premier ministre n'a pas hésité à se montrer offensif voire provocateur avec l'opposition, faisant tout pour mettre en lumière leurs contradictions – « Soit vous êtes pour une réforme constitutionnelle et vous la votez, soit vous êtes contre et vous n'êtes pas cohérents. »

Mais est-ce vraiment la raison pour laquelle aucun élu de la droite et du centre ne s'est levé pour applaudir l'hommage rendu par M. Valls aux policiers et pompiers ? Est-ce de la responsabilité de la majorité si aucun des orateurs de droite n'a essayé de calmer un peu le jeu ? Au contraire même, Laurent Wauquiez ou Christian Estrosi, têtes de liste pour les régionales en Rhône-Alpes et Alpes-Maritimes, ont profité de la tribune offerte par le micro de l'hémicycle pour cliver, contester, accuser. Ou simplement dérouler leur programme, comme Valérie Pécresse, candidate en Ile-de-France, l'a fait en énumérant ses propositions pour plus de sécurité dans les transports.

### « Décidément triste semaine »

Certes, quelques (rares) élus LR ont déploré cette façon de faire, jugeant ce comportement de cour d'école « pathétique », à l'instar de Thierry Solère, élu des Hauts-de-Seine. « Journée de deuil national et pourtant à l'Assemblée, invectives, provocations et sifflets. Des deux côtés.

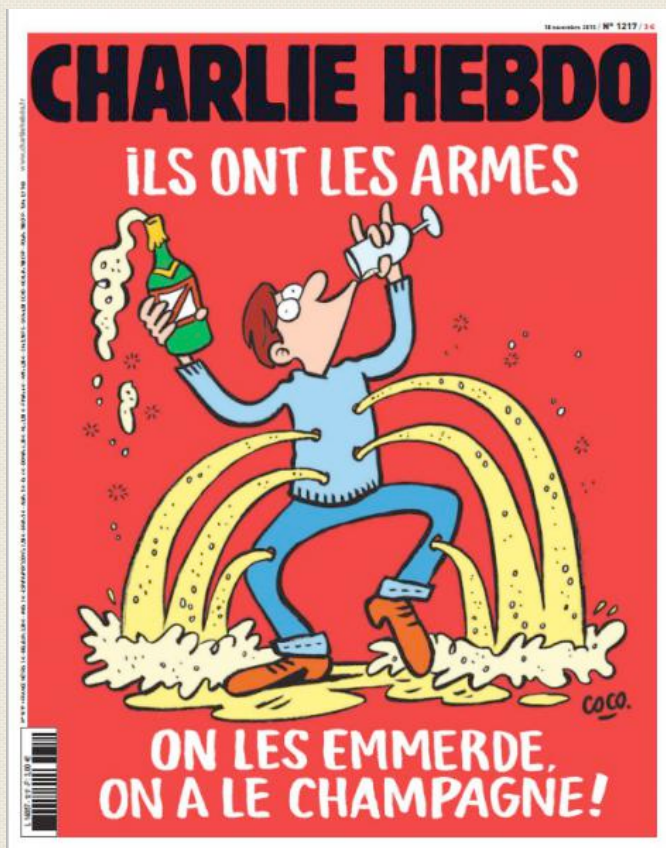
Décidément triste semaine », a également commenté son collègue Edouard Philippe (Seine-Maritime) sur Twitter.

Et pourtant, cela relève d'un « choix politique », regrette un cadre du parti. « Nicolas Sarkozy et Christian Jacob [président du groupe parlementaire] ont fait le choix de laisser la parole aux plus offensifs, ils pensaient qu'il fallait être hyper agressifs. » Preuve s'il en faut : Bruno Le Maire, qui voulait poser une question concernant le vivre-ensemble, a été prié d'attendre la séance de mercredi pour jouer au rassembleur.

Hélène Bekmezian  
Journaliste au Monde

## V) "On les emmerde, on a le champagne": Charlie Hebdo répond aux jihadistes

l'Humanité.fr avec AFP



Une de Charlie Hebdo à paraître mercredi est une réponse directe aux attentats parisiens de la part de la rédaction décimée par une attaque islamiste le 7 janvier.

Un homme, buvant et dansant le corps troué de balles et une bouteille de champagne à la main, fait un pied de nez aux auteurs des attentats qui ont visé des endroits festifs de la capitale. La dessinatrice Coco le représente sur fond rouge, le champagne coulant à flots par les trous laissés par les balles. Quelques jours après l'attentat islamiste qui avait fait 12 morts au siège de Charlie Hebdo, le journal avait tenu tête aux terroristes en dessinant à nouveau en Une le prophète Mahomet qui proclamait "Je suis Charlie", mais sous un titre tendre et inattendu: "Tout est pardonné".

"Du sang et des larmes, prophétisait Churchill. Nous y sommes", écrit aujourd'hui Riss, le rédacteur en chef du journal, dans son édito. "Sans s'en apercevoir, les Parisiens de 2015 sont un peu devenus des Londoniens de 1940, déterminés à ne pas céder, ni à la peur ni à la résignation, quoi qu'il leur arrive sur le coin de la figure", poursuit-il. L'édito appelle aussi à relancer le débat sur l'islam qui, "depuis une vingtaine d'années, est devenu un champ de bataille où les radicaux veulent exterminer les incroyants et soumettre par la force les modérés". "Eviter l'écueil de la division ne doit pas nous faire renoncer au droit à critiquer la religion au prétexte que son exercice irrite parfois. Parmi toutes les libertés fondamentales qui font nos vies, c'est aussi cette liberté que les tueurs ont voulu éliminer ce vendredi soir", analyse Riss.

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



## VI) La droite mal à l'aise face à la réforme de la Constitution



La droite mal à l'aise face à la réforme de la Constitution  
Nicolas Sarkozy n'est « pas opposé » par principe à la révision de la Constitution, tout en se disant « prudent ».  
©AFP

La droite n'a pas de position unique sur la réforme de la Constitution proposée par François Hollande, qui prend l'allure d'un piège pour l'opposition. Nicolas Sarkozy devrait faire des propositions. Manuel Valls se dit « ouvert à la discussion ». Dans l'entourage de Gérard Larcher, où on étudie la question, on doute de la nécessité de réviser la Constitution.

En proposant une réforme constitutionnelle lors du Congrès et en reprenant une partie des propositions des Républicains et même du FN, François Hollande n'a pas seulement apporté une réponse sécuritaire aux attentats du vendredi 13 novembre. Il a aussi fait l'une des choses qu'il pratique le mieux : de la politique. Par ses annonces, François Hollande – quitte à brusquer sa gauche face à ce tournant sécuritaire – met en effet au pied du mur la droite, dont l'axe d'attaque depuis la rentrée portait sur le manque d'autorité de l'Etat et donc des socialistes. Un piège face auquel la droite doit manœuvrer finement. « C'est assez mitterrandien » apprécie un conseiller de l'exécutif.

### « Nouvel état de sécurité pour notre pays dans la durée »

Les Républicains ne peuvent refuser la déchéance de la nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme, mesure qu'ils proposaient. Une forme de consensus se dessine sur le principe de ces mesures, comme sur la prolongation de l'Etat d'urgence qui devrait être adoptée par le Parlement d'ici vendredi.

Reste le chemin : la réforme constitutionnelle. Elle doit permettre « d'intégrer sans doute un nouvel état de sécurité pour notre pays dans la durée » a expliqué Manuel Valls lors des questions d'actualité au gouvernement, ce mardi à l'Assemblée nationale, en s'inspirant du rapport Balladur de 2007. A écouter les réactions à chaud des Parlementaires hier après le discours du chef de l'Etat, son adoption par une majorité des 3/5 du Congrès semblait pour le moins incertaine (lire notre article sur le sujet). Le patron des députés LR, Christian Jacob, comme le porte-parole du parti, Sébastien Huyghe, soulignaient hier

### **Nicolas Sarkozy « pas opposé » par principe**

Mais ce mardi matin, on a pu constater une évolution. Nicolas Sarkozy ne ferme pas la porte et n'est « pas opposé » par principe à la révision, selon des sources au sein du parti citées par l'AFP. Le président des Républicains se dit cependant « prudent » et « attend de voir le contenu » d'une réforme de la Constitution qu'il juge « périphérique » aujourd'hui. François Hollande reprenant les propositions de la droite, Nicolas Sarkozy pourrait aller plus loin et proposer « éventuellement » d'autres éléments « pour élargir le champ de la réforme », comme la « rétention de sureté » pour « les criminels condamnés à de longues peines pour terrorisme une fois leur peine achevée ». Un « pool » de trois parlementaires LR sera chargé de suivre les propositions de François Hollande.

En laissant la porte ouverte à la révision, Nicolas Sarkozy s'aligne sur la position défendue dès lundi soir par le groupe UMP du Sénat. « On n'écarte pas d'un revers de main la réforme constitutionnelle, mais j'attends de voir le texte » expliquait hier Bruno Retailleau, président du groupe LR à la Haute assemblée. « Ma position n'a pas bougé depuis hier soir » a-t-il expliqué ce mardi après sa réunion de groupe.

### **« Une révision constitutionnelle est nécessaire pour inscrire la déchéance de la nationalité dans notre droit » selon Valls**

A l'Assemblée puis au Sénat, Manuel Valls a appelé l'opposition à voter la réforme, tout en la détaillant. « Nous sommes ouverts à la discussion » a-t-il lancé au Palais Bourbon (voir la première partie de la vidéo). Un « consensus républicain est souhaitable » sur la déchéance de la nationalité. « Une révision constitutionnelle est nécessaire pour l'inscrire dans notre droit. Soit vous êtes d'accord pour inscrire cette réforme, soit vous ne l'êtes pas et dans ce cas vous n'êtes pas cohérent » a lancé le premier ministre, ajoutant que « le bracelet électronique ou l'internement d'office pour toute personne faisant l'objet de fiche S soulèvent de graves problèmes de droit par rapport à la Constitution et nos obligations internationales ». Et de lancer à l'opposition : « Affinez, travaillez (vos propositions) et le gouvernement est prêt à la discussion pour intégrer toutes les propositions » si elles respectent le droit. Manuel Valls prend la droite à son propre jeu et dit chiche. Regardez la vidéo :

### **« Doutes » de Philippe Bas, Catherine Troendlé prête à suivre**

Certains parlementaires des Républicains – ils sont pour le moment rares – sont déjà prêts à suivre. C'est le cas de Catherine Troendlé, vice-présidente LR de la commission des lois du Sénat. « Il faut réfléchir clairement à cette nécessité. Effectivement, ni l'article 16 et ni l'article 36 de la Constitution ne répondent à la situation actuelle. Aujourd'hui, l'état des textes n'est peut-être pas suffisant pour lutter contre cette situation d'exception » affirme la sénatrice du Haut-Rhin. Catherine Troendlé ajoute : « Avant de dire « non », il faut prendre toute la mesure de l'enjeu du texte. L'heure n'est pas aux postures politiques. L'heure est à l'efficacité ».

Son collègue Philippe Bas, président Les Républicains de la commission des lois de la Haute assemblée, attend de voir pour sa part. « Nous ne savons pas exactement quel est le contenu du texte. S'il y a des obstacles constitutionnels à la lutte contre le terrorisme, je suis prêt à les lever. Mais c'est la première fois que je l'entends dire », souligne le sénateur de la Manche, qui se rapproche de la position du patron des députés LR. « Christian Jacob n'a pas complètement fermé la porte, il a exprimé des doutes. Je partage ses doutes. J'attends que le gouvernement se dévoile davantage avant de se prononcer » ajoute Philippe Bas. Après avoir écouté les précisions de Manuel Valls lors des questions d'actualité au Sénat, il n'a pas semblé tellement plus convaincu : « On ne doit réviser la Constitution que pour des raisons impérieuses. Les explications que vous venez de nous donner exigent davantage de précisions, si vous voulez pouvoir convaincre la commission des lois et le Sénat tout entier » a répondu le sénateur au premier ministre. La révision « n'est pas le plus important », selon le sénateur de Paris Philippe Dominati, qui pointe lui « des incohérences lourdes de la part du gouvernement. Vendredi, avant les attentats, il avait raboté dans le projet de loi de finances 2016 le budget de la sécurité de 20 millions d'euros ».

### **Révision dans les trois mois**

Sur le plan du droit, la nécessité elle-même d'avoir recours à une révision constitutionnelle fait débat. « Il n'y a pas besoin de réviser la Constitution pour faire adopter tout ce que

François Hollande a annoncé » affirme-t-on dans l'entourage du président LR du Sénat, Gérard Larcher, qui n'a pas encore officiellement réagi. « On va regarder, mais ça n'a rien à voir avec une réforme de la Constitution. Ne mélangeons pas ». Le débat n'est pas fini. Manuel Valls va consulter les groupes politiques et les présidents des assemblées. « Nous devons aller vite » a demandé Manuel Valls, qui souhaite une révision bouclée « dans le délais des trois mois » de l'état d'urgence prolongé.

[publicsenat.fr](http://publicsenat.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**